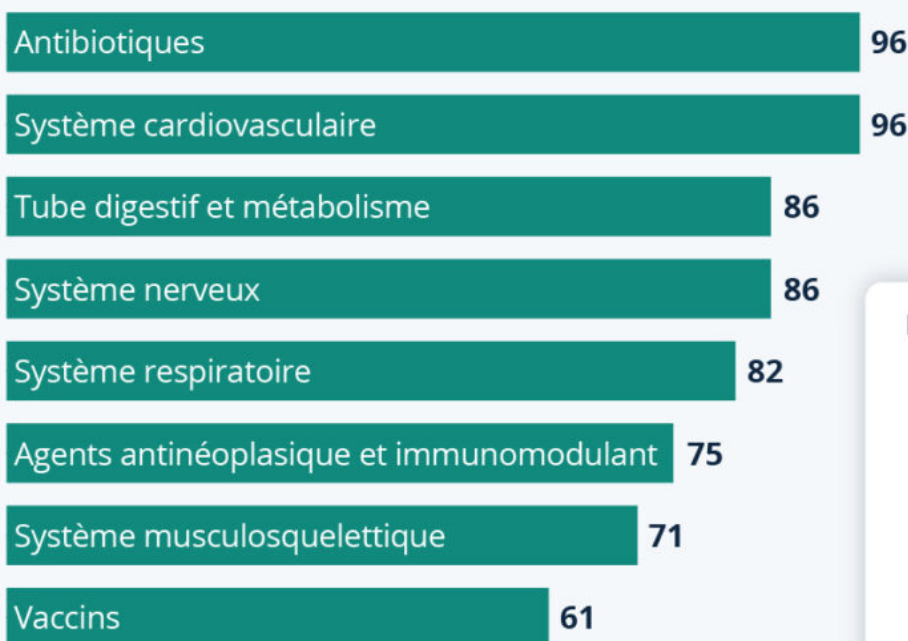


Ecrit par le 7 juillet 2026

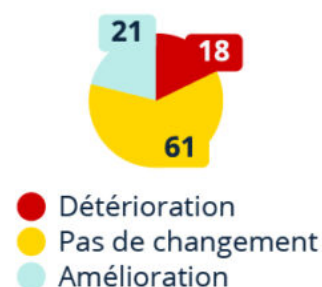
Les pénuries de médicaments continuent en Europe

Les pénuries de médicaments continuent en Europe

Part des pays d'Europe rapportant des pénuries pour les classes de médicaments suivantes en 2024



Évolution de la situation par rapport à l'année précédente



Étude menée dans 24 pays de l'UE ainsi qu'en Macédoine du Nord, en Norvège, en Suisse et au Royaume-Uni.

Source : GPUE - Medicine Shortages Report 2024



statista

Ecrit par le 7 juillet 2026

Depuis plusieurs mois, des milliers de patients en psychiatrie en France n'ont plus accès à leur traitement. En cause : une pénurie qui touche un grand nombre de médicaments psychotropes, dont la sertraline, la venlafaxine et la quétiapine. Si l'Agence nationale de sécurité du médicament avait à l'origine annoncé un retour à une disponibilité normale pour certains de ces médicaments courant juillet, celle-ci se fait finalement toujours attendre.

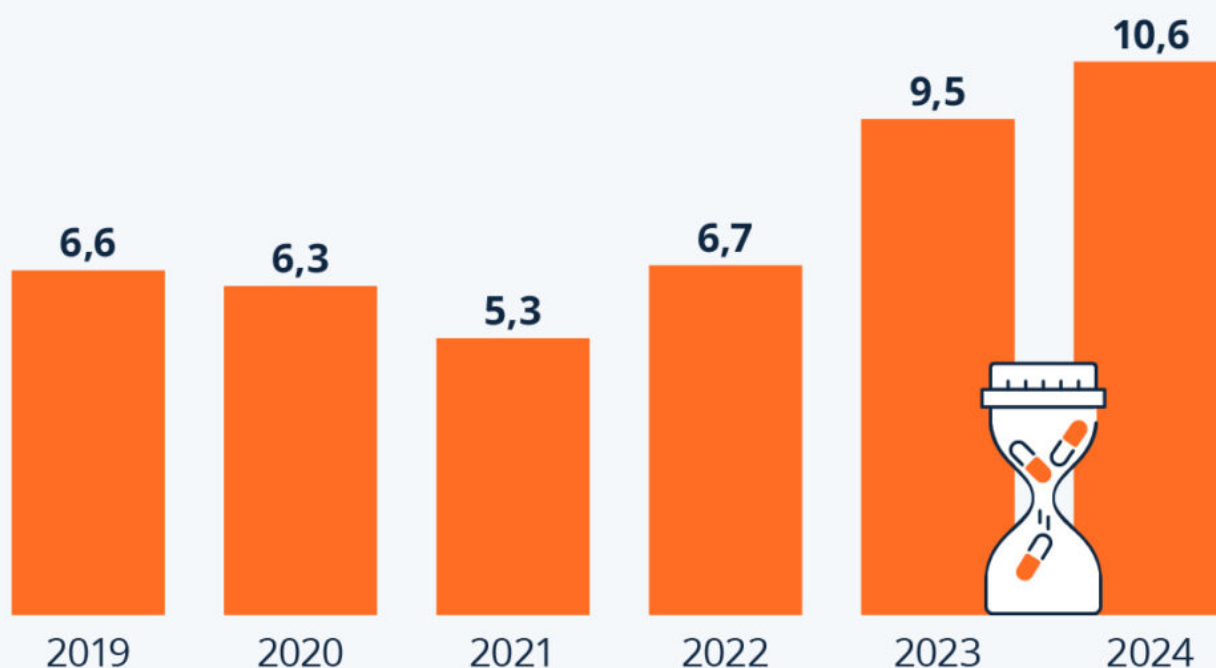
Cependant, les médicaments psychotropes sont loin d'être les seuls touchés par des pénuries à l'heure actuelle. Ainsi, un [rapport](#) du Groupement pharmaceutique de l'Union européenne (GPUE) publié en début d'année alertait déjà sur l'ampleur des pénuries de médicaments en Europe. En 2024, les pénuries ont continué d'affecter les pharmacies des pays européens - la majorité de ces pays (61 %) ont rapporté que la situation était similaire à l'année précédente. Comme le montre notre infographie, des pénuries d'[antibiotiques](#) ont été constatées dans la quasi-totalité des 28 pays enquêtés. En outre, presque tous ont également enregistré des pénuries de médicaments destinés au traitement du système cardiovasculaire (96 % des pays), du tube digestif (86 %) et du système nerveux (86 %).

Dans près de la moitié des pays (47 %), la liste des médicaments faisant l'objet d'une pénurie dépassait les 400 au moment de la conduite de l'enquête, entre novembre 2024 et janvier 2025. Concernant les effets de ces pénuries sur les populations, tous les représentants des pays enquêtés ont indiqué qu'elles provoquaient des désagréments voire de la détresse chez les patients. Les conséquences les plus perçues étaient les interruptions de traitement (82 % des pays), la hausse des coûts en raison d'alternatives plus chères ou non remboursées (61 %), et une perte de confiance envers les médicaments, les pharmaciens et le système de santé en général (61 %). En France, l'étude rapporte que « dans plusieurs cas, les pharmaciens ont été victimes d'hostilité et d'agressions de la part de patients qui ne comprenaient pas pourquoi le médicament ne pouvait pas être fourni immédiatement ».

Écrit par le 7 juillet 2026

Pénuries de médicaments : l'activité des pharmacies affectée

Nombre moyen d'heures consacrées à la gestion des pénuries de médicaments en pharmacie par semaine



Étude menée dans 24 pays de l'UE ainsi qu'en Macédoine du Nord, en Norvège, en Suisse et au Royaume-Uni.

Source : GPUE – Medicine Shortages Report 2024



statista 

Cliquer sur l'image pour l'agrandir.

Pénuries de médicaments : l'activité des pharmacies affectée

Les conséquences des pénuries de médicaments sont multiples. De nombreux patients voient ainsi leurs traitements interrompus, ou doivent faire face à des coûts plus élevés en raison d'alternatives plus chères ou non remboursées. Mais les pharmacies sont également impactées : comme le montre notre

Écrit par le 7 juillet 2026

infographie, le nombre moyen d'heures consacrées par les pharmacies à la gestion des pénuries de médicaments a doublé depuis 2021, passant de 5,3 à 10,6. Le GPEU souligne n'avoir jamais enregistré un temps aussi élevé depuis le début de ses enquêtes sur les pénuries de médicaments en 2013. Au delà du temps perdu, 61 % des pays inclus dans l'enquête notent que les pénuries entraînent chez les patients une perte de confiance envers les médicaments, les pharmaciens, et le système de santé en général.

De valentine Fourreau pour [Statista](#)

Les élus vauclusiens se mobilisent contre la fermeture du bloc opératoire de l'hôpital d'Apt

Ecrit par le 7 juillet 2026



Au début du mois de juin, la directrice du [centre hospitalier du Pays d'Apt](#), [Danielle Fregosi](#), a annoncé la fermeture du service de chirurgie de l'hôpital au 31 décembre 2025. Une décision qui a soulevé de grosses inquiétudes auprès des habitants du territoire, mais aussi des élus du département, notamment la présidente du Conseil départemental, [Dominique Santoni](#), qui a été reçue par le ministre de la Santé ce jeudi 24 juillet.

« C'est avec surprise et une grande inquiétude que la Ville d'Apt a pris connaissance de l'annonce de fermeture du service de chirurgie », avait annoncé la municipalité. [Véronique Arnaud-Deloy](#), maire de la ville, avait dit être « très confuse » face à cette annonce émise par la direction de l'hôpital et par la délégation départementale de l'Agence régionale de Santé (ARS) étant donné que l'ARS PACA avait délivré dans le même temps un renouvellement de l'autorisation d'activité chirurgicale pour une durée de 7 ans.

Depuis l'annonce, de nombreuses manifestations citoyennes ont eu lieu dans la ville et devant l'hôpital. Un page Facebook '[Apt•es à faire bloc](#)' a même été créée pour informer et mobiliser les habitants. Les élus du territoire du Pays d'Apt, et plus largement du Vaucluse, ont eux aussi fait part de leurs inquiétudes.

Ecrit par le 7 juillet 2026

Les élus se mobilisent

Début juillet, [Catherine Rimbert](#), députée (RN) de la 5e circonscription de Vaucluse a interpellé le ministre de la Santé, Yannick Neuder, dans un communiqué de presse. « Cette fermeture n'est en réalité qu'un pas de plus vers le démantèlement progressif de l'offre de soins publics en zone rurale, déplore-t-elle. Elle entraînerait des conséquences dramatiques pour les patients : allongement des délais de prise en charge, déplacements contraints vers Cavaillon, Avignon ou Manosque, et un affaiblissement général de l'attractivité du territoire pour les professionnels de santé. »

L'[association des maires de Vaucluse](#) a aussi affirmé son soutien aux élus du Pays d'Apt et a exprimé son inquiétude face aux conséquences que pourrait engendrer cette fermeture dans un territoire rural marqué par un vieillissement de sa population. « Consciente des enjeux nationaux liés à la réorganisation de l'offre hospitalière, l'AMV84 appelle à un réexamen attentif de cette décision, en tenant compte des réalités spécifiques du territoire, et invite à une concertation approfondie avec les élus locaux. » L'association a, par ailleurs, adressé un courrier au directeur de la délégation départementale de l'ARS, [Loïc Souriau](#), faisant part de ses préoccupations face à cette annonce de fermeture.

« Apt a besoin d'un hôpital en bonne santé »

Dominique Santoni

Ce jeudi 24 juillet, [Dominique Santoni](#), présidente du Département, mais aussi habitante d'Apt et maire de la ville de 2015 à 2021, s'est rendue à Paris pour rencontrer Yannick Neuder afin de défendre les intérêts du centre hospitalier du Pays d'Apt. « Entre les déficits de l'État et ceux de l'hôpital, l'avenir de notre établissement est fragile, a-t-elle affirmé. Pourtant Apt a besoin d'un hôpital en bonne santé, avec des finances stabilisées, une gouvernance claire et un avenir pérenne, au service de toute notre population. » Si cette rencontre n'a abouti à aucune solution arrêtée, des pistes concrètes ont été formulées afin de préserver l'offre de soins sur le territoire. « Nous avons abordé les difficultés financières de l'établissement (plus de 13M€ de déficit) et la nécessité d'un accompagnement fort de l'État pour pérenniser le fonctionnement des services de l'hôpital sur le long terme et des urgences en particulier, a déclaré la présidente du Département. En retour, j'ai réaffirmé l'engagement des collectivités locales, et en premier lieu du Département, pour accompagner le redressement et la redynamisation de l'hôpital. »

Ecrit par le 7 juillet 2026



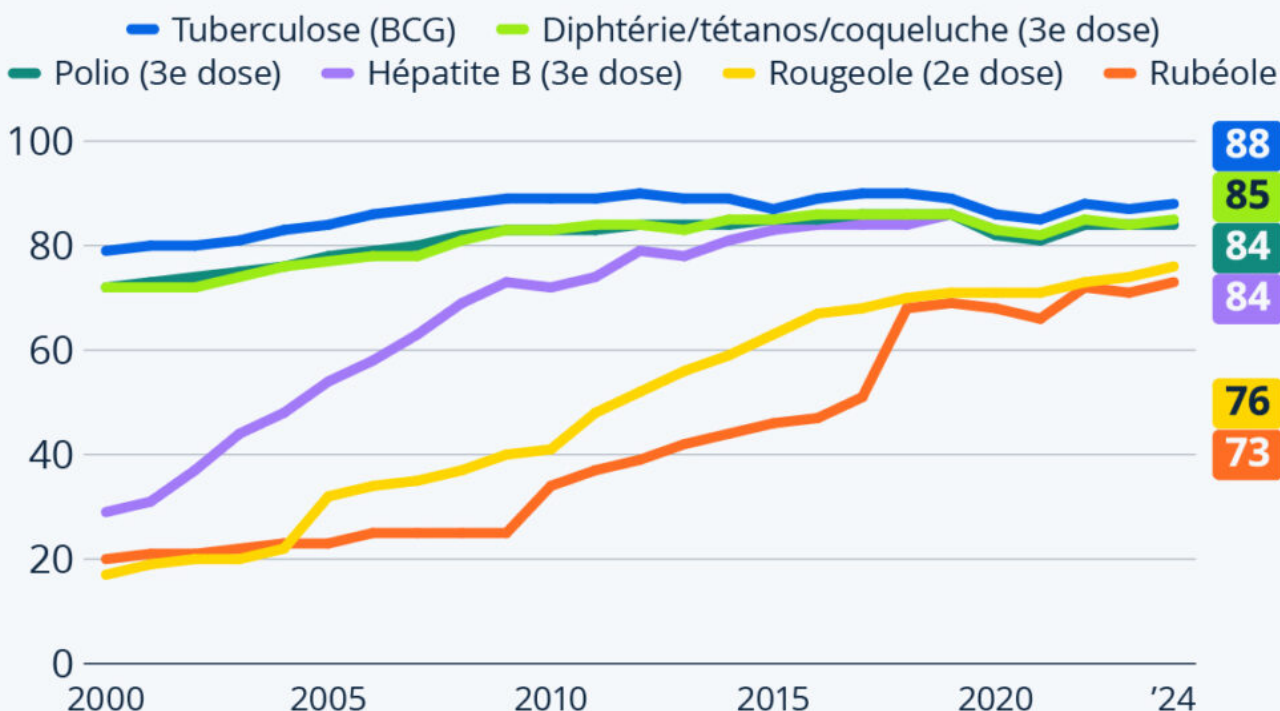
©Centre hospitalier du Pays d'Apt

Les taux de vaccination stagnent dans le monde

Ecrit par le 7 juillet 2026

Les taux de vaccination stagnent dans le monde

Évolution de la couverture vaccinale mondiale contre les maladies ou agents pathogènes suivants (en %)



Couverture vaccinale : proportion de la population qui a été vaccinée

Sources : Organisation mondiale de la Santé (OMS), UNICEF



statista 

Des données publiées le 15 juillet par l'Organisation mondiale de la Santé ([OMS](#)) et l'UNICEF confirment la stagnation de la couverture vaccinale à l'échelle mondiale ces dernières années. En 2024, 14,3 millions d'enfants dans le monde étaient dits « zéro dose », c'est-à-dire qu'ils n'avaient reçu aucun vaccin, un chiffre qui n'a quasiment pas évolué en deux ans (14,5 millions en 2022). Le nombre d'[enfants non vaccinés](#) reste également supérieur à celui enregistré en 2019 (12,8 millions), avant que la pandémie de

Écrit par le 7 juillet 2026

Covid-19 ne vienne perturber les services de santé. Dans le détail, plus de la moitié des enfants non vaccinés vivent dans la trentaine de pays qui se trouvent actuellement en situation de fragilité, de conflit ou de vulnérabilité.

Comme l'indique notre infographie, le pourcentage d'enfants ayant reçu trois doses de vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTC), l'un des principaux marqueurs des progrès mondiaux de la vaccination, s'élevait à 85 % en 2024, soit un chiffre inférieur au pic de 86 % atteint entre 2016 et 2019, avant la pandémie de Covid. Les données montrent également une stagnation du taux de [vaccination contre la polio](#) à 84 % (alors qu'il était de 86 % entre 2017 et 2019) et de la tuberculose à 88 % (contre un pic à 90 % en 2017 et 2018). Quant à la couverture vaccinale mondiale contre la rougeole, après d'importants progrès mesurés entre 2004 et 2016, le taux progresse désormais à un rythme beaucoup plus lent : il était de 76 % en 2024 (contre 71 % en 2019), soit un chiffre encore loin du niveau de couverture de 95 % nécessaire pour prévenir efficacement les épidémies.

D'après l'OMS, en 2024, 60 pays ont été frappés par des épidémies « importantes ou perturbatrices » de rougeole, soit près de deux fois plus qu'en 2022. Le manque d'accès aux vaccins dans certaines régions est la principale cause du déficit de couverture vaccinale dans le monde, mais l'agence onusienne pointe aussi du doigt la menace que représente la désinformation sur la science et les vaccins.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

AÉSIO Santé a déménagé sa boutique 'Écouter Voir' d'Orange

Écrit par le 7 juillet 2026



AÉSIO Santé, jusqu'alors installé au 36 Rue Saint Clément à Orange, a déménagé dans des locaux neufs et modernes situés au 134 rue de Belgique, au sein de la zone commerciale du Coudoulet.

AÉSIO Santé a fait le choix de transférer son magasin Écouter Voir d'Orange dans des locaux entièrement réaménagés au sein de la ZAC du Coudoulet avec un agencement davantage confortable, moderne et permettant un parcours client fluide, et avec des places de stationnement réservées à la clientèle devant la boutique.

Situé dans une zone commerciale, ce centre mutualiste a été pensé pour offrir à tous un accès facilité à des soins de qualité, que ce soit au niveau de l'audition ou de la vue. Il propose une offre large et adaptée à tous, ainsi que des équipements spécifiques pour sportifs, notamment pour la natation, le cyclisme, le running, le ski, la plongée ou les sports de balle.

Ouvert du lundi au samedi de 9h à 19h.

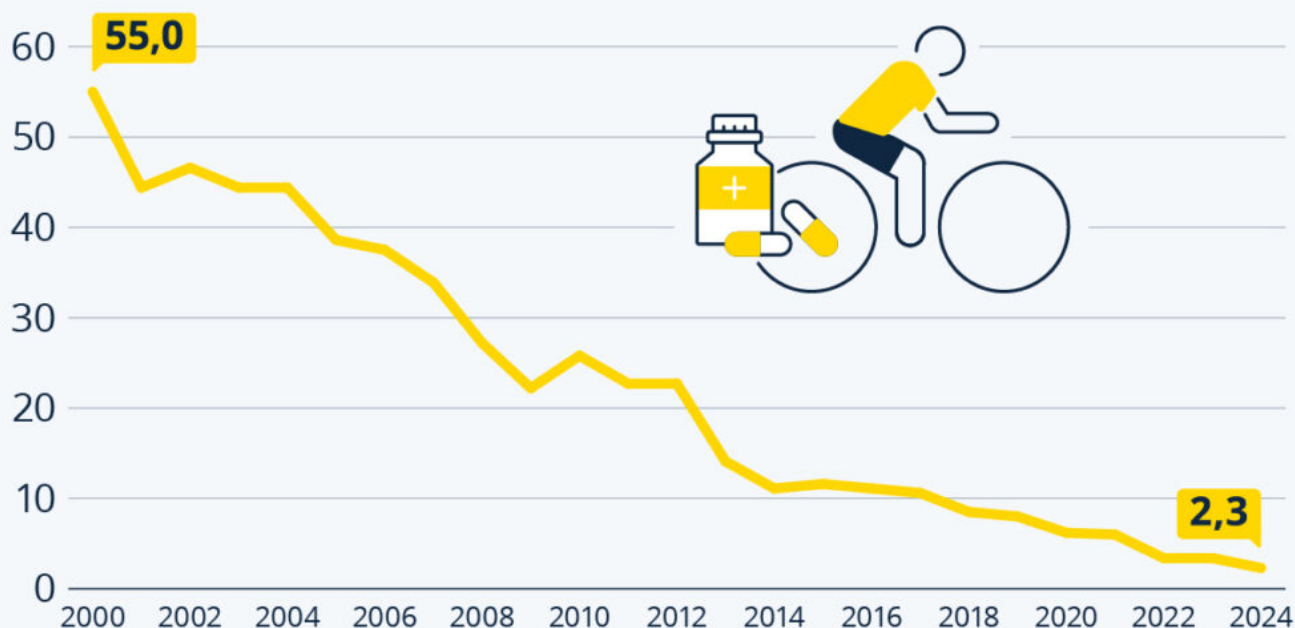
Écouter Voir Audition Mutualiste. 134 rue de Belgique. Orange

Ecrit par le 7 juillet 2026

Dopage : le Tour de France est-il devenu plus sain ?

Dopage : le Tour de France est-il devenu plus sain ?

Proportion de participants au Tour de France impliqués dans des affaires de dopage (en %)*



* Coureurs épinglés pour dopage au moins une fois de leur carrière. En date du 14 sept. 2024, les données peuvent être amenées à évoluer au gré des contrôles, aveux et enquêtes.

Source : cyclisme-dopage.com



statista

Ecrit par le 7 juillet 2026

Parcourir les plus de 3 000 kilomètres du [Tour de France](#) sans avoir recours à des produits dopants ? Il n'y a pas si longtemps, c'était apparemment impensable pour la plupart des participants à la Grande Boucle. Si l'on se penche sur les [données](#) concernant les coureurs du Tour de la fin des années 1990 (entre 1998 et 2000), il s'avère que plus de la moitié d'entre eux ont été épinglés pour dopage au moins une fois au cours de leur carrière.

Après le scandale de l'affaire Festina en 1998 et la création de l'Agence mondiale antidopage l'année suivante, des progrès ont été réalisés en matière de réglementation et de contrôle, tandis que les sanctions prises ont exercé un effet dissuasif. Bien que des affaires continuent d'émailler le [cyclisme](#), la proportion de participants au Tour de France convaincus pour dopage a constamment diminué au cours des deux dernières décennies. Comme le montre notre infographie, ce taux est actuellement inférieur à 10 % depuis 2018 - un chiffre pouvant encore naturellement évoluer au gré des contrôles, aveux et enquêtes à venir, alors que la possibilité d'éventuels cas de dopage avec de nouvelles substances non détectées n'est malheureusement pas à exclure.

Si le nombre de cas confirmés de recours aux produits dopants chez les participants ne cesse globalement de diminuer ces vingt dernières années, la proportion de tricheurs reste néanmoins élevée parmi ceux arrivés en tête de la Grande Boucle. Une statistique permet de mesurer l'ampleur du fléau : de 1998 à ce jour, plus de la moitié des coureurs du top 10 au classement final ont été impliqués dans des affaires de dopage, et sur le podium, ce ratio grimpe à environ deux sur trois. Des chiffres qui illustrent que l'appât du gain lors des grandes compétitions reste l'une des principales motivations à la prise de produits dopants.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Avignon veut interdire les poids-lourds sur la rocade avant la fin de l'année

Ecrit par le 7 juillet 2026



Après avoir déjà vainement tenté [d'interdire la circulation des poids-lourds en 2022](#), la municipalité d'Avignon revient à la charge. Cette fois-ci cependant, la mesure se veut plus contraignante. S'il y a 3 ans, le projet d'arrêté entendait limiter la circulation des poids-lourds sur la rocade aux heures de pointe, c'est désormais toute la journée que la Ville veut restreindre l'accès des véhicules lourds à cette 'autoroute urbaine' selon la maire de la cité des papes.

Suite à un premier comité technique qui s'est déroulé le 25 juin dernier au cours duquel la direction de la mobilité de la Ville d'Avignon a présenté son nouveau projet, Thierry Suquet, le préfet de Vaucluse, a convoqué une réunion de concertation sur cette intention de limitation de la circulation des poids-lourds sur la rocade Charles de Gaulle. Une mesure déjà réclamée, sans succès, par la municipalité de la cité des papes en 2022. [La Ville souhaitait alors interdire la circulation des poids-lourds aux heures de pointes](#), c'est-à-dire entre 7h et 9h ainsi que 16h et 18h tous les jours.

Cette fois-ci toutefois, la mairie va plus loin et demande une interdiction complète, de 7h à 19h, pour les véhicules de plus de 38 tonnes sur 5 essieux et davantage (voir détail du trafic en toute fin d'article). Cette décision expérimentale, durant une première durée de 1 an, concernerait la partie de la Rocade comprise entre l'avenue de Tarascon et celle de Pierre-Sémard (la route de Marseille).

« J'essaierai d'œuvrer jusqu'au bout de mon mandat pour que nous puissions mettre en place cet arrêté anti poids-lourd. »

Ecrit par le 7 juillet 2026

Cécile Helle, maire d'Avignon

Pour Cécile Helle, maire d'Avignon, qui a annoncé qu'elle ne briguerait pas [un 3^e mandat à la tête de la municipalité avignonnaise](#), il y a donc urgence à mener rapidement à bien ce dossier lui tenant particulièrement à cœur.

« En ce qui me concerne, j'essaierai d'œuvrer jusqu'au bout de mon mandat pour que nous puissions mettre en place cet arrêté anti poids-lourd. Parce qu'il en va d'un enjeu de santé publique pour tous les habitants et particulièrement ceux de la Rocade », insistait-elle lors du conseil municipal du jeudi 26 juin dernier.

Déterminée, la maire d'Avignon n'entend donc pas abandonner les 25 000 riverains, dont 17 000 vivent à moins de 300m, de ce qu'elle considère comme une 'autoroute urbaine', quitte à en faire son dernier cheval de bataille avant de rendre son écharpe de maire. C'est dans cette optique, qu'elle a profité de ce comité de pilotage (Copil) pour tenter de rallier le préfet de Vaucluse à sa cause. Pour cela, elle a pu compter sur le soutien du Grand Avignon alors que Michel Bissière a déclaré que la Région Sud qu'il représentait, « ne s'opposerait pas ».

Le Nord des Bouches-du-Rhône vent debout

A l'inverse, c'est sans surprise que les représentants de Terre de Provence agglomération et ceux du Conseil départemental de Bouches-du-Rhône se sont farouchement opposés à cette perspective. Il faut dire qu'entre eux et la Ville ainsi que le Grand Avignon [il y a désormais un contentieux sévère sur le blocage de la 2^e tranche de la LEO \(Liaison Est-Ouest\)](#) censée faciliter le contournement Sud d'Avignon.



Les élus du Nord des Bouches-du-Rhône ne veulent pas un report du trafic sur leur territoire.
Crédit : DR/Ville d'Avignon/Préfecture de région Paca

Ecrit par le 7 juillet 2026

Pour les élus du Nord des Bouches-du-Rhône, hors de question de 'récupérer' une partie du trafic ainsi détourné. En effet, la mesure entraînerait un surplus de trafic sur le secteur Rognonas-Châteaurenard de près de 600 camions. Cela impacterait plus de 4 400 habitants de cette zone. En contrepartie, 34 261 habitants du bassin de vie (essentiellement sur Avignon, mais aussi 4 085 dans le Gard et 1 500 dans les Bouches-du-Rhône sur l'axe Rognonas-Barbentane) bénéficieraient d'une baisse du trafic poids-lourds à moins de 300 mètres de chez eux.

« La santé publique est pour tout le monde sur tous les territoires. »

Corinne Chabaud, présidente de Terre de Provence agglomération

Pas de quoi émouvoir Corinne Chabaud, présidente de Terre de Provence agglomération, qui [déclarait tout récemment sur les ondes de nos confrères d'Ici Vaucluse](#) : « Madame la maire d'Avignon, Cécile Helle, défend la santé de ses habitants comme nous on défend les nôtres. La santé publique est pour tout le monde sur tous les territoires. »

Côté collectivités toujours, les départements du Gard et du Vaucluse se sont montrés plutôt opposés à la mesure. Celui de Vaucluse proposant par ailleurs d'associer à cette réflexion le territoire d'Orange, puisqu'il serait directement affecté par la mesure. En effet, une partie du trafic camions serait reporté entre les autoroutes A7 et A9, où l'échangeur Est-Ouest n'existe toujours pas obligeant actuellement les utilisateurs à sortir à Orange-centre pour rentrer à nouveau sur l'autoroute afin d'accéder à l'A9.

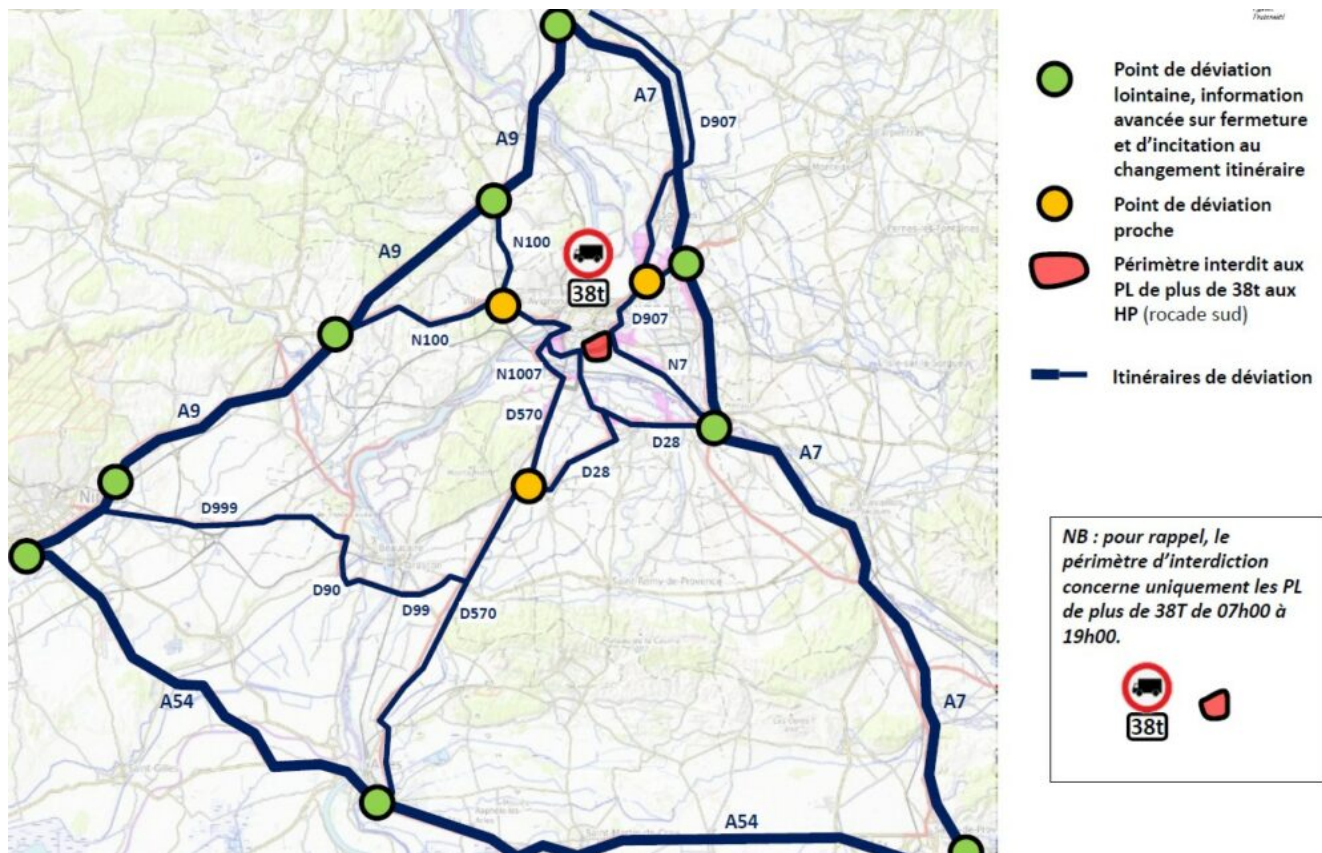
Le monde économique compte faire entendre sa voix

Présente pour la première fois à ce Copil, la CCI (Chambre de commerce et d'industrie) de Vaucluse a clairement fait savoir qu'une telle décision ne pouvait se prendre sans avoir pris en compte les différentes voix du monde économique. A ce titre, la Chambre consulaire vauclusienne devrait donc participer au futur comité de pilotage sur le sujet. Impactée par l'application de l'interdiction, la CCI du Pays d'Arles devrait être aussi de la partie à l'avenir.

[Comme il y a 3 ans maintenant](#), les professionnels de la route voient d'un très mauvais œil le retour éventuel de cette mesure d'interdiction.

« Notre organisation est dans le même état d'esprit qu'en 2022, explique [Jean-Luc Delabre](#), délégué régional de [TLF-Méditerranée](#) (organisme regroupant les représentants régionaux l'union des entreprises de Transport et logistique de France). Si le projet identifié est identique, nos adhérents effectuant des transports de denrées périssables et des transports combinés rail-route estiment de la même façon qu'une telle interdiction mettrait en péril le transport en général et particulièrement le report modal (combiné rail-route) dans le Sud de la France. Ce serait de nouveau un frein incompréhensible dans le cadre de la transition énergétique. »

Ecrit par le 7 juillet 2026



Synthèse des différents périmètres liés au projet d'arrêté anti-poids-lourds. Crédit : DR/Ville d'Avignon/Préfecture de région Paca

« La solution serait peut-être de déplacer Courtine de l'autre côté de la Durance. »

Jean-Yves Astouin, président de la FNTR Région Sud

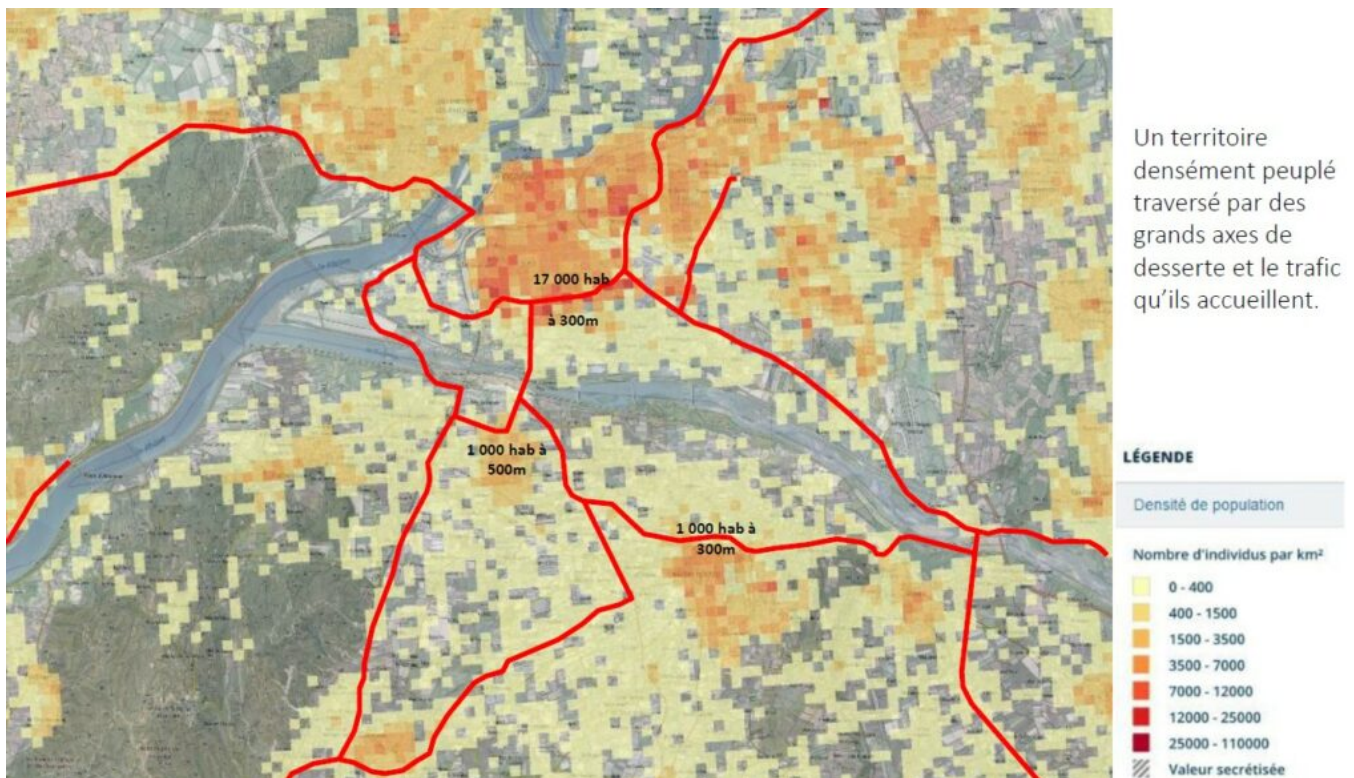
Même constat pour [Jean-Yves Astouin](#), président pour la Région Sud de [la Fédération nationale des transports routiers \(FNTR\)](#) : « Ils n'ont toujours pas compris qu'il y avait aucun intérêt à prendre cette décision. »

« La très grande majorité des camions concernés rejoignent la plateforme rail-route de Courtine. Ce sont des caisses avec leur cargaisons que l'on charge ensuite sur des trains afin de rallier Paris ou Lille par le rail. Cela évite d'avoir tous ces camions sur la route le long de la Vallée du Rhône. Avec cette interdiction, on attaque la seule ligne nationale rentable de la SNCF qui accueille 600 à 700 camions en période basse et jusqu'à 1 200 à 1 300 en pleine saison. Si on les empêche d'y accéder, plus personne ne passera par le rail. Le bilan environnemental sera alors désastreux. Finalement, la solution serait peut-être de déplacer Courtine de l'autre côté de la Durance », ironise celui qui est aussi patron de [Provence Astouin](#) à Eyragues.

Ecrit par le 7 juillet 2026

Les perspectives d'interdiction ne le font pas cependant pas sourire quand il voit les conséquences de cette mesure sur l'exemple d'un camion ralliant Courtine au pôle logistique d'Entraigues-sur-la-Sorgue. Aujourd'hui, il faut compter 20 à 45 minutes pour un trajet de 17,7km pour un coût total estimé à 10,48€. Avec son arrêté, la Ville d'Avignon propose deux trajets de reports : l'un par Orange (56,1km pour une durée comprise entre 35 et 55min et un coût de 39,54€), l'autre par Châteaurenard (32,6km, 30 à 55min, 21,81€).

Laurent Garcia



Le trafic sur la rocade en chiffres

Actuellement, le trafic sur la Rode est estimé entre 28 000 et 36 000 véhicules/jour. Parmi eux, entre 9,2% à 11,4% de camions. Dans le détail, cela représente 3 308 poids-lourds dont 2 338 circulent entre 7h et 19h. Sur cette période, on totalise 1 076 poids-lourds de plus de 38 tonnes concernés par le projet d'interdiction.

Dans le même temps, 17 000 personnes vivent à moins de 300 mètres du tronçon concerné par le projet d'arrêté d'interdiction de la Ville d'Avignon (voir carte ci-dessus). Crédit : DR/Ville d'Avignon/Préfecture de région Paca

Ecrit par le 7 juillet 2026

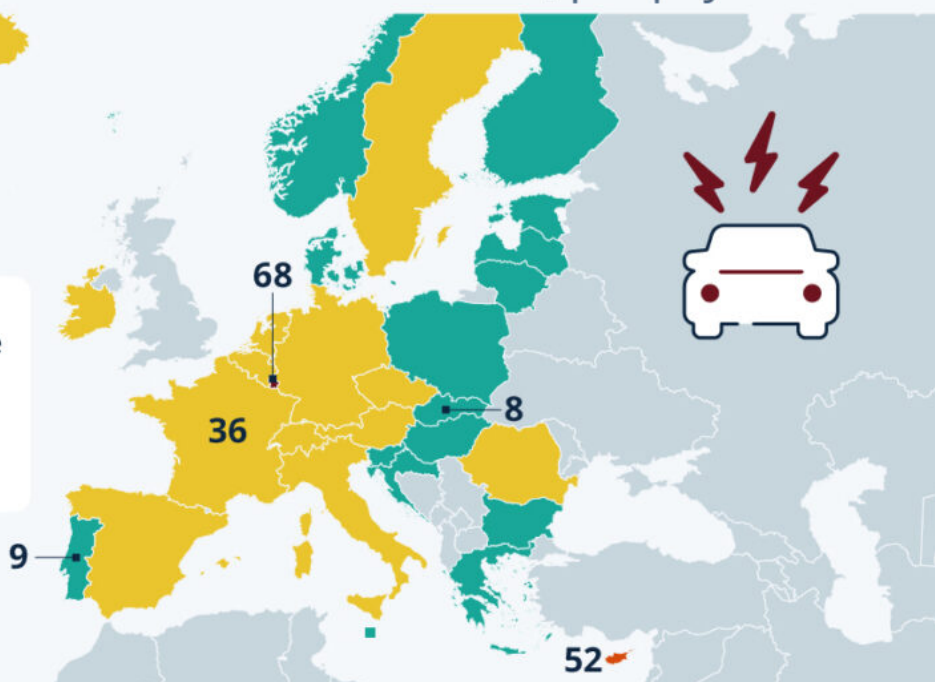
Qui souffre le plus de la pollution sonore en Europe ?

Pollution sonore : qui en souffre le plus en Europe ?

Pourcentage de personnes exposées à des niveaux de bruit nocifs supérieurs aux seuils ARfD* en 2022, par pays

- >60 %
- 41-60 %
- 21-40 %
- 0-20 %

Au moins **20 %** de la population européenne est affectée par des niveaux de pollution sonore élevés dus au trafic routier, ferroviaire et aérien.



* Les seuils de bruit de la directive sur le bruit dans l'environnement (END) sont fixés à 55 dB pour la période jour-soir-nuit. Comprend le bruit du trafic routier, ferroviaire et aérien dans 433 zones urbaines en Europe.

Source : Agence européenne pour l'environnement



statista

Ecrit par le 7 juillet 2026

En 2022, plus de 20 % de la population européenne a été exposée à des niveaux de bruit nocifs supérieurs aux seuils fixés par la directive sur le bruit dans l'environnement (END), qui fixe la limite à 55 décibels pour la période jour-soir-nuit. Cette pollution sonore provient principalement du trafic routier, ferroviaire et aérien. Selon l'[Agence européenne pour l'environnement](#), cette exposition touche des millions de personnes et représente une menace pour la santé publique, car elle est liée à des problèmes cardiovasculaires, au stress et à des troubles du sommeil.

Selon le rapport, rien qu'en 2021, « l'exposition prolongée au bruit des transports en Europe a été liée à quelque 66 000 décès prématurés, 50 000 nouveaux cas de maladies cardiovasculaires et 22 000 nouveaux cas de diabète de type 2. Au total, plus de 1,3 million d'années de vie en bonne santé ont été perdues en Europe à cause de la pollution sonore ».

Le Luxembourg arrive en tête des pays les plus touchés, avec 68 % de sa population exposée à des niveaux sonores malsains. Il est suivi par Chypre (52 %), la France (36 %) et l'Autriche (32 %). À l'opposé, la Slovaquie (8 %), le Portugal (9 %), l'Estonie (9 %) et la Slovénie (11 %) figurent parmi les pays dont le pourcentage de la population affectée est le plus faible.

Selon le rapport, « l'accès à des espaces verts et calmes est bénéfique pour la santé, notamment en réduisant le stress et l'inconfort, en particulier pour les personnes vivant dans des environnements bruyants ». Une analyse géospatiale de 233 villes révèle que seulement 34 % de la population peut accéder à des espaces verts et calmes à moins de 400 mètres à pied de son domicile, « ce qui est une mesure commune d'accessibilité acceptable ».

Que peuvent faire les pays pour remédier à ce problème ? Bien que la pollution sonore « pose des problèmes importants », il existe des solutions efficaces pour en atténuer l'impact. Les solutions clés examinées dans le rapport comprennent, entre autres, des mesures réglementaires et législatives qui réduisent le bruit à la source, des stratégies à long terme qui intègrent la planification urbaine et des transports et la restauration de la nature, ainsi que des initiatives sanitaires préventives liées aux maladies cardiovasculaires et respiratoires et à la santé mentale.

De Valentine Fourreau pour [Statista](#)

Paul-Roger Gontard, 'Redonner un nouvel élan à Avignon et à ses pays'

Ecrit par le 7 juillet 2026



Paul-Roger Gontard, élu de gauche, adjoint au maire d'Avignon en charge des grands projets, vient d'annoncer qu'il sera sur les rangs de deux élections : la Ville d'Avignon et le Grand Avignon. Sa promesse pour la Ville et au-delà ? Travailler sur six défis majeurs et re-bâtir une ville qui prendrait soin de ses habitants.

Les six défis majeurs identifiés par Paul-Roger Gontard ? Une adaptation urgente au climat pour gagner en confort de vie dans l'espace public comme dans les logements ; Lutter contre les fractures sociales et territoriales pour en terminer avec les clusters de pauvreté ; Eradiquer l'insécurité et le narcotrafic -historiquement implanté à Avignon- pourvoyeur de 25M€ annuels de chiffre d'affaires ; Prendre en compte les problèmes de santé mentale - trop de jeunes marginalisés- et les fragilités comme la précarité alimentaire ; Parier sur l'innovation numérique comme nouveau creuset de l'emploi et, enfin, favoriser 'l'implication citoyenne' dont l'adjoint au maire constate le dangereux délitement.

En quelques mots ?

Paul-Roger Gontard évoque une démarche républicaine profondément humaniste, tournée vers le collectif. Il promeut la vision d'une ville qui prend soin de ses habitants. Mais qu'en sera-t-il de la culture,

Ecrit par le 7 juillet 2026

de l'histoire, des sciences et de la bonne volonté sur le ring impitoyable de la politique où le marketing de soi a plus de poids que les projets qui eux, butent à presque se briser sur les falaises géo-paléontologiques du temps administratif ?

Une ville pixelisée par l'absence de stratégie urbaine

Paul-Roger Gontard a choisi de remédier aux fractures territoriale et sociale d'Avignon et de ses pays - du Grand Avignon- «Un territoire avignonnais au sens large, décrit par l'Insee comme le plus ségrégué de France. Une ville clustérisée, pixelisée dans l'absence de stratégie urbaine de la fin des années 1990, où il est urgent de recréer de l'harmonie, ce qui passe par une plus grande solidarité, par arrêter de concentrer les difficultés, de fabriquer du vivre ensemble, pour faire société... »

Le discours de Paul-Roger Gontard ?

Rassembleur, pour y accueillir toutes les sensibilités politiques, 'à l'exclusion de ceux qui excluent' et un socle de six défis à relever. Son programme ? Il sera construit après que son équipe -actuellement une cinquantaine de personnes- et lui, aient rencontré les habitants à partir de septembre. Mission ? Nouer le dialogue, recueillir et entendre les préoccupations pour, ensuite, bâtir sa feuille de route.

Ecrit par le 7 juillet 2026



Paul-Roger Gontard Copyright MMH

Dans le détail

1. Le climat

«L'adaptation au climat se révèle urgente car d'ici 2050 les températures maximales dépasseront les 40°» -Ndlr on s'en approche déjà- alors Paul-Roger Gontard (PRG) parie sur l'optimisation de la trame bleue -les canaux- encore trop invisible, l'arborisation massive, la revisite et la construction de bâtiments et logements sobres en énergie et confortables à vivre tant dans le froid que la canicule.

2. La fracture sociale

«Le taux de pauvreté à Avignon atteint 33% de la population, lorsque celui du Grand Avignon est de 22,5% et le taux de chômage - pratiquement 11%- le plus élevé de France. Autre constat : La pauvreté et la précarité sont concentrées dans les quartiers.» PRG préconise plus de liens entre les quartiers, une urbanisation revue pour une mixité sociale renouvelée.

Ecrit par le 7 juillet 2026

3. Insécurité et narcotrafic

«Le narcotrafic réalise, au bas mot, un chiffre d'affaires annuel estimé entre 20 et 25M€. Près de 10 points de deal ont été identifiés dont les plus productifs -certains produisent 3 500€ par jour- sont repris par la mafia marseillaise. La sécurité est l'affaire de tous, alliés contre le narcotrafic : habitants, associations, élus et Forces de l'ordre. Nous avons une responsabilité collective. D'autres pays s'y sont attaqués avec succès comme le Portugal. Nous pourrions faire de même»

4. Santé et fragilités

«La santé mentale -trop de jeunes marginalisés-, la précarité alimentaire -qui touche particulièrement les enfants et les personnes âgées-, le vieillissement : un quart des Avignonnais aura plus de 65 ans en 2050, et les plus de 75 ans auront presque doublé passant de 8 000 à 15 000 Avignonnais ce qui sera pris en compte avec une Ville qui prendra soin de ses habitants.»

5. Le numérique

«L'acculturation -assimilation d'une culture étrangère à la sienne- numérique doit être généralisée des plus jeunes aux seniors, des PME (Petites et moyennes entreprises) aux grandes entreprises via une académie populaire, l'enseignement supérieur, les associations, les tiers-lieux et les fablabs -laboratoires de fabrication numérique-. La digitalisation ne devra pas être le lit d'une nouvelle fracture sociale et économique».

6. Le pacte citoyen et Républicain

«La fatigue démocratique qui atteint l'ensemble des français touche aussi une part des avignonnais. Cela s'observe avec les taux de participation, les choix de colère, l'inflation des votes blancs et nuls. Beaucoup des concitoyens estiment que le modèle démocratique ne les rend pas audibles, ne leur permet pas d'accéder au partage de la prise de décision. Donc il faut changer cela profondément, car cela remet en cause notre modèle de vivre ensemble, de prise de décision collective. C'est aussi un enjeu international qui peut se résoudre de façon locale. Le bien vivre ensemble se fabrique ici.»

Réinventer les entrées de ville

«Les entrées de ville, souvent dévolues aux zones commerciales à figure d'entrepôt, créées entre les années 1960-70 sont touchées de plein fouet par la mutation des modes de consommation alors que le e-commerce est passé de 71 milliards d'€ de chiffre d'affaires à 174 milliards d'€ -en France- et que la vacance commerciale augmente dans la galerie marchande de la zone commerciale Cristole/Castellette, sur l'axe de la route de Marseille. Ces zones, notamment l'[entrée Sud d'Avignon](#) -composée du parc des expositions, du Technopole d'Agroparc, du Quartier Durable Méditerranéen Bel Air, de grands équipements sportifs comme le stade nautique et du quartier de Saint Chamand inscrit dans un programme NPNRU (Nouveau programme national de renouvellement urbain) seront transformées en termes architectural, paysager, d'usages, de mobilités, d'habitat, de développement commercial, et bénéficieront de corridors écologiques.»

Léo, l'impasse d'un projet d'un autre siècle

«Le tracé aujourd'hui proposé pour la tranche 2 de la LEO, entre Rognonas et le rond-point de l'Amandier, est une aberration fonctionnelle. Il ne désengorge pas la ville. Au contraire, il injectera

Ecrit par le 7 juillet 2026

brutalement plus de 30 000 véhicules par jour dans un carrefour déjà saturé aux heures de pointe.»

Non à la Léo mais oui à un nouveau pont

«Oui pour une LEO -Liaison Est Ouest- repensée au sud de la voie TGV, longeant la Durance et connectée à Bonpas. L'urgence est un nouveau pont sur le Rhône à l'ouest ou au sud, permettant enfin un contournement fluide et équilibré d'Avignon. Aujourd'hui, le pont Daladier, le pont de l'Europe et l'échangeur autoroutier de Remoulins sont les seules issues engorgées pour franchir le fleuve dans l'agglomération.»

Paul-Roger Gontard

Paul-Roger Gontard est avignonnais et docteur en droit. Depuis 2020 il est adjoint au maire auprès de Cécile Helle, et en charge du développement territorial, de l'urbanisme et des grands projets. Il est également conseiller communautaire du Grand Avignon.

['Nos confluences citoyennes'](#), blog de Paul-Roger Gontard. [J'aime Avignon en grand](#).

La Mutualité Française en AG au centre des congrès du palais de papes

Ecrit par le 7 juillet 2026



[La Mut' - Mutualité Française PACA SSAM](#) vient de tenir son assemblée générale au centre des congrès du palais des papes d'Avignon. Une centaine de délégués des principales mutuelles françaises, membres de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF), étaient présents pour cet événement annuel non ouvert au public. Cette année, cette AG avait une signification particulière en raison du renouvellement d'un tiers des administrateurs de la Mut', cette entreprise de l'Economie sociale et solidaire (ESS).

Plus de 40 ans de présence en Avignon

La Mut' est un acteur de l'accès aux soins et de prévention, qui développe à Avignon des Services de soins et d'accompagnement mutualistes (SSAM), pour permettre au plus grand nombre d'en bénéficier.

« Cela fait respectivement plus de 40 et de 30 ans que nous sommes présents grâce à notre réseau Ecouter Voir (optique et audition), pour travailler à la prévention que ce soit sur les troubles auditifs ou visuels, tels que la presbycusie et la basse vision, rappelle [Lionel Le Guen](#), président de la Mut'. Plus de 30 ans aussi que nous accompagnons les personnes souffrant de problèmes dentaires dans notre

Ecrit par le 7 juillet 2026

centre de santé dentaire dédié. Au fil des années, nous avons construit une véritable relation de proximité avec nos clients et patients. Ce sont des Avignonnais de plusieurs générations qui aiment leurs racines et sont impliqués dans leur ville. La rénovation récente de notre magasin d'optique Ecouter Voir rue Viala et de notre centre d'audioprothèses Ecouter Voir rue Saint-Charles nous a permis de développer tout un concept, qui accompagne véritablement les clients dans leur démarche de prise en charge de la presbyacousie et de soins de la vue, et notamment de la basse vision. »



Lionel Le Guen, président de la Mut'. Crédit : DR/Mut'/Facebook

« Permettre à chacun d'accéder à des soins de qualité à un prix juste. »

Lionel Le Guen, président de la Mut'

Avec le soutien du Conseil départemental de Vaucluse

« Nous avons également mis en place le dispositif de la 'Halte Musicale', à destination des aidants et des aidés de 60 ans et plus sur l'ensemble du département de Vaucluse, rajoute le président de la Mut'. Elle a pour objectif d'offrir un moment de convivialité, tout en repérant les signes de fragilité dans la relation aidant-aidé par un court accompagnement psychosocial, afin de les orienter vers d'autres ressources

Écrit par le 7 juillet 2026

présentes sur le territoire (plateforme d'aide aux aidants, conseil départemental...). Enfin, notre 'Technicothèque' fonctionne depuis 2017, avec le soutien du Conseil départemental de Vaucluse. Ses missions consistent à accompagner dans leur maintien au domicile les personnes en perte d'autonomie, grâce à des ergothérapeutes et des travailleurs sociaux. »

Et Lionel Le Guen de conclure : « La Mut' repose sur des valeurs de solidarité et d'inclusion, avec un objectif clair : permettre à chacun d'accéder à des soins de qualité à un prix juste. C'est grâce à l'engagement quotidien de nos équipes que nous pouvons relever ce défi et continuer à innover pour mieux accompagner nos usagers. »

L.G.

La Mut'

Présente sur les six départements de la région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, la Mut' propose plus de 110 services de soins et d'accompagnement mutualistes. Cette union de professionnels engagés intervient ainsi dans les domaines de l'optique, audition, dentaire, petite enfance, dépendance et handicap, Samu Social de jour, santé visuelle, EHPAD, services à la personne, aide à domicile, téléassistance et service de soins infirmiers...